

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse et  
de la Haute-Vienne  
Site de Guéret  
17 Place Bonnyaud  
23 000 Guéret

Guéret, le 27/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Filature Terrade**

Rue de la Papeterie  
23 500 Felletin

Références : UiD232025-090  
Code AIOT : 0006004236

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2025 dans la Filature Terrade implantée Rue de la Papeterie - 23 500 Felletin. L'inspection a été annoncée le 04/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Filature Terrade
- Rue de la Papeterie - 23 500 Felletin
- Code AIOT : 0006004236
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site dispose d'un récépissé de déclaration du 8 juillet 2014 pour les rubriques 2320 (atelier de moulinage) et 2330 (teinturerie). Pour cette dernière activité, l'arrêté ministériel du 25 juillet 2001 fixe des prescriptions générales.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Information réglementaire	Code de l'environnement du 25/03/2022, article Partie réglementaire	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Information réglementaire	Code de l'environnement du 06/07/2024, article Partie réglementaire	Sans objet
3	Valeur limite de rejet	Arrêté Ministériel du 25/07/2001, article Annexe I - point 5.5.	Sans objet
4	Rétentions	Arrêté Ministériel du 25/07/2001, article Annexe I - Point 2.10.	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Quelques rappels réglementaires ont été formulés.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Information réglementaire

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 25/03/2022, article Partie réglementaire
<b>Thème(s) :</b> Autre, /
<b>Prescription contrôlée :</b>  Partie réglementaire du Code de l'environnement.
<b>Constats :</b>  Ce point ne constitue pas un point de contrôle mais une information réglementaire (Cf. annexe confidentielle).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Information réglementaire

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 06/07/2024, article Partie réglementaire
<b>Thème(s) :</b> Autre, /
<b>Prescription contrôlée :</b>  Partie réglementaire du Code de l'environnement
<b>Constats :</b>  Ce point ne constitue pas un point de contrôle mais une information réglementaire (Cf. annexe confidentielle).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Valeur limite de rejet**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/07/2001, article Annexe I - point 5.5.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, /
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] les rejets d'eaux résiduaires [...] respecter les valeurs limites suivantes [...]: a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif : - [...] <ul style="list-style-type: none"><li>- la modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne dépasse pas 100 mg Pt/l. [...]</li></ul>
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, il a été constaté en sortie de l'atelier de teinturerie, une zone de mélange dont une partie présentait une coloration bleutée. Néanmoins, il n'a pas été possible d'accéder au point de rejet final au milieu naturel pour lequel les dispositions précitées sont applicables. Ces prescriptions sont donc ici mentionnées à titre de rappel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/07/2001, article Annexe I - Point 2.10.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, /
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention [...]
<b>Constats :</b>  Lors de la visite de la zone de stockage des produits, l'exploitant a indiqué que des récipients vides étaient posés sur la rétention. L'Inspection invite l'exploitant à retirer ces bidons vides de la zone de stockage équipée de la rétention, afin de bien la dédier aux récipients contenant des produits.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Annexe confidentielle**  
**Non communicable au public**

Nature du caractère confidentiel :

- ☐ Information sensible <sup>(1)</sup>  
☐ Secret industriel  
☐ Autre

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. instruction du gouvernement du 12 septembre 2023).

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Information réglementaire (Point de contrôle N°1)
Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/03/2022, article Partie réglementaire
Information confidentielle :  Dans le prolongement de la réunion en sous-préfecture d'Aubusson le 4 novembre 2025, l'exploitant a rappelé les grandes lignes de son projet de création d'une nouvelle teinturerie sur le territoire de la commune de Felletin. La mise en service est envisagée d'ici 2 ans, 4 ans au plus tard.  Seule cette activité serait déménagée du site actuel dans un premier temps. Au nouvel emplacement, il n'est pas prévu d'activités relevant des rubriques 2311 (traitement par battage, cardage, lavage etc de fibres végétales), 2315 (fabrication de fibres végétales artificielles), 2321 (fabrication de tissus, feutre, articles de maille, dentelle mécanique, cordages, cordes et ficelles).  La quantité de fibres susceptible d'être traitée par les installations sera inférieure à 1 t/j. Aussi, l'activité relèvera du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2330 (teintures, impressions, apprêt, enduction, blanchiment et délavage de matières textiles).  Il est rappelé la nécessité de vérifier le positionnement des installations et activités annexes vis-à-vis des rubriques éventuellement concernées (rubrique 2910 pour les chaudières, rubrique 4718 pour le stockage de gaz, rubriques 4xxx ou 1xxx pour l'emploi et/ou le stockage de certaines substances ou familles de substances...). Les rubriques de la nomenclature et les textes qui leur sont applicables sont disponibles sur le site <a href="https://aida.ineris.fr/thematiques/installations-classees-nomenclature-icpe">https://aida.ineris.fr/thematiques/installations-classees-nomenclature-icpe</a> .  En application des articles R.512-47 et suivants du Code de l'environnement, il conviendra de procéder, avant la mise en service des installations, à la déclaration initiale en visant, le cas échéant, toutes les rubriques concernées par les activités du site, sous réserve que celles-ci ne relèvent pas d'un régime plus contraignant. Cette déclaration se fait en ligne ( <a href="https://entreprendre.service-public.fr">https://entreprendre.service-public.fr</a> ).  Les installations devront a minima respecter l'arrêté ministériel du 25 juillet 2001 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2330. Pour mémoire, si certaines installations du projet

s'avèrent relever de la déclaration avec contrôle périodique (régime « DC »), les dispositions des articles R.512-55 à R.512-59-1 du Code de l'environnement seront à respecter.

Dès lors que le choix relatif au montage juridique, avec une ou plusieurs entités, sera établi, l'exploitant est invité à se rapprocher de l'Inspection, avec les éléments d'appréciation nécessaires (nombre d'entités et articulation entre celles-ci, volume d'activité de chacune des entités, installations utilisées...) afin d'estimer précisément les dispositions applicables au titre de la législation des installations classées (sujet site multi-exploitants à prendre en considération le cas échéant).

Des réflexions sont par ailleurs en cours en vue d'intégrer la possibilité de recycler sur site les eaux résiduaires pour les réutiliser dans l'activité de teinture. Au regard de la réglementation actuelle, ce projet n'entre pas dans le champ de la récente réglementation REUT (Réutilisation des Eaux Usées Traitées) et reste régit par la réglementation ICPE. L'Inspection invite toutefois l'exploitant à se rapprocher de nos services au moment opportun afin de faire un point réglementaire sur ce sujet, afin de s'assurer de l'absence d'évolutions réglementaires.

Par ailleurs, la mise en place de panneaux photovoltaïques (toiture /ombrières) a été évoquée lors des échanges. À moins qu'elle ne soit obligatoire au titre du Code de l'urbanisme et de l'habitat, l'installation de tels équipements n'est pas encore décidée à ce stade.

Pour information, en cas d'installations de panneaux photovoltaïques, il conviendra de tenir compte des textes suivants pour le volet ICPE :

- arrêté ministériel du 5 février 2020 définissant les conditions d'exemption aux obligations d'intégrer un procédé de production d'énergies renouvelables ou un système de végétalisation prévues par le code de la construction et de l'habitation pour les installations classées pour la protection de l'environnement,
- arrêté ministériel du 4 décembre 2024 définissant les conditions d'exemptions des installations classées pour la protection de l'environnement et des infrastructures où stationnent des véhicules de transports de marchandises dangereuses au regard des obligations d'installation d'ombrières et de procédés de production d'énergies renouvelables.

L'Inspection se tient à la disposition de l'exploitant pour toute précision réglementaire sur l'ensemble de ces sujets.

Nom du point de contrôle : Information réglementaire (Point de contrôle N°2)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article Partie réglementaire

Information confidentielle :

Dans le cadre du projet (cf. point de contrôle N°1), seules les activités de teinturerie exercées sur le site actuel seront arrêtées, l'activité filature perdurera.

Pour rappel, le site actuel dispose d'un récépissé de déclaration du 8 juillet 2014. Cet acte administratif vise les rubriques suivantes de la nomenclature :

- rubrique 2330 (teinture, 52 kg/j),
- rubrique 2320 (atelier de moulinage).

Il est à noter que :

- la rubrique 2320 a été supprimée depuis le 2 octobre 2015,
- le dossier de déclaration ayant donné lieu au récépissé de déclaration précité faisait mention du non classement des activités et installations vis-à-vis des rubriques 2311 (cardage, lavage... de fibres végétales), 1432 (4734 désormais, stockage de liquides inflammables), 2910 (installations de combustion) et 2560 (travail mécanique des métaux).

Au regard de ce qui précède, l'exploitant devra réaliser une cessation d'activité, au sens ICPE, en application des dispositions de l'article R.512-66-1 (points I. à V.) du Code de l'environnement.

Dans un premier temps, il y a lieu de notifier la cessation, au moins un mois avant celle-ci, auprès de Madame la Préfète (article R.512-66-1 I.), en précisant notamment les terrains concernés et les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations concernées, la mise en sécurité des terrains, telle que définie à l'article R.512-75-1 (article R.512-66-1 II.). Il convient donc de bien se reporter aux attendus réglementaires de l'article R.512-75-1.

Concernant le 2<sup>ème</sup> alinéa du point III. de l'article R.512-66-1 du Code de l'environnement, il est ici précisé que la rubrique 2330 de la nomenclature est mentionnée dans la liste de l'article R.512-66-3 du même Code. Aussi, il conviendra de joindre l'attestation (« ATTES-SECUR ») à l'information prévue au 1<sup>er</sup> alinéa du point III. de l'article R.512-66-1 du Code de l'environnement précité.

L'exploitant peut s'appuyer sur le « Guide du donneur d'ordre dans le domaine des sites et sols pollués » (fiche 14) disponible sur le site <https://ssp-infoterre.brgm.fr>.

L'Inspection se tient à la disposition de l'exploitant pour toute information complémentaire relative à la cessation d'activité de la teinturerie exercée sur le site actuel.